



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 10/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PRYSMIAN CABLES ET SYSTEMES FRANCE

Zone industrielle
Rue du port au Vin
89100 Gron

Références : 260073
Code AIOT : 0005401208

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement PRYSMIAN CABLES ET SYSTEMES FRANCE implanté LD LE PORT AU VIN ZONE INDUSTRIELLE 89100 Gron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection. Elle vise à contrôler principalement les rejets atmosphériques canalisés. Le référentiel réglementaire de l'inspection est l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2024-0131 du 20 mars 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRYSMIAN CABLES ET SYSTEMES FRANCE
- LD LE PORT AU VIN ZONE INDUSTRIELLE 89100 Gron
- Code AIOT : 0005401208
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site fabrique des câbles électriques haute et très haute tension pour des applications terrestres et maritimes. Le site emploie actuellement 490 personnes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 1.2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 2.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Émissions canalisées	Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 2.2.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Surveillance des effets des rejets sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 2.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 2.3.2	Sans objet
6	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 3.2.8	Sans objet
7	Dispositif de confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 5.1.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence que le suivi des rejets atmosphériques canalisés du site est globalement réalisé selon les fréquences prescrites, à l'exception des conduits des lignes de gainage dont les ventilateurs d'extraction étaient en panne lors de la campagne de 2025. Des dépassements des valeurs limites ont été mesurés pour le méthane et les Composés Organiques Volatils non Méthaniques dans les rejets atmosphériques de l'un des conduits des lignes d'isolation.

Elle a aussi permis de visiter les nouvelles installations qui ont été mises en service en 2024 et d'évoquer les modifications présentées dans le dossier de "porter à connaissance" qui a été déposé en avril 2025.

Enfin, la visite a mis en évidence que la nouvelle analyse des risques sanitaires est à réaliser avant juillet 2026, et que les attestations relatives à la cessation d'activité partielle de la ligne d'écrantage au plomb n'ont pas été établies par un bureau d'étude certifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 1.2			
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations			
Prescription contrôlée :			
Tableau des rubriques ICPE exploitées			
Désignation des installations	Rubrique	Classement	Caractéristiques de l'installation
Fonderie (fabrication de produits moulés) de plomb et alliages contenant du plomb (au moins 3%). 1. La capacité de production étant supérieure à 100 kg/j (A)	2550.1	A	Capacité de production de 50 t/j
Transformation de polymères. 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j	2661.1 .a	A	Quantité traitée de 111 t/j
Travail mécanique des métaux et alliages. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW (E)	2560-1	E	Puissance totale = 8 000 kW
Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³	2662.1	E	<u>Stockage PP</u> : 3 silos de 100 m³ + 1 silo de 50 m³ total : + 350 m³ - 193 tonnes <u>Stockage total en silos</u> : 13 silos de 50 m³ (10 de PE et 3 de PP) 1 silos de 70 m³ (PE) 6 silos de 100 m³ (PP) soit 1 320 m³ pour les silos - 726 tonnes Ainsi que 696 tonnes de polymères stockés en <u>octabins</u> soit 2 080 m³. Soit au total 3 400 m³
Gaz à effet de serre fluorés 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	1185.2.a	DC	4 groupes froids (fluide frigorigène contenu : R1234-ze) La quantité cumulée de fluide = 796 kg

Désignation des installations	Rubrique	Classement	Caractéristiques de l'installation
Gaz à effet de serre fluorés 3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire. 2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement	1185.3.2	D	Quantité maximale de 750 kg
Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	1532.2.b	D	Stockage de bois de palette et de tourets en extérieur Volume total = 3 000 m ³
Solvants organiques 5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/an	1978.5	D	Quantité maximale de 2,7 t/an
Matériaux, minerais et métaux. Recuit Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	2561	DC	Recuit de cuivre
Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500 l	2563.2	DC	Utilisation de fontaines à liquide lessiviel : 6 fontaines de 60 l 4 fontaines de 100 l soit une quantité de produit (Q) de 760 l
Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³ (D)	2663.2.b	D	Volume de matières plastiques susceptible d'être stocké : 1 650 m ³

Désignation des installations	Rubrique	Classement	Caractéristiques de l'installation
Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931. A. La puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)	2910.A.2	DC	5 chaudières de puissance : 930 kW 1 163 kW 125 kW 908 kW 522 kW total : 3,65 MW
Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 l	2915.2	D	80 m ³ d'huile silicone Température d'utilisation 245°C
Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	2925.1	D	Puissance maximale de 80 kW
Peroxydes organiques type E ou type F. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 10 t	4422.2	D	Quantité maximale de 1,975 t
Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t (D)	4725.2	D	Quantité maximale de 14,5 t
Constats : La rubrique 2550.1 (fonderie de plomb et alliages contenant du plomb) n'est désormais plus exploitée. Les installations correspondantes ont été démantelées en 2025. Non-conformité : L'arrêt programmé de la ligne d'écrantage au plomb a été notifié dans le dossier de "porter à connaissance", déposé en avril 2025, mais l'exploitant n'a pas fait réaliser les attestations nécessaires dans le cadre de la cessation partielle d'activité. Il déclare qu'il va faire appel au bureau d'étude AGMS pour réaliser dès maintenant le dossier de cessation partielle.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande d'action corrective			
Proposition de délais : 3 mois			

N° 2 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 2.1.2				
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air				
Prescription contrôlée : Liste des conduits et installations raccordées				
N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Lieu	Autres caractéristiques
1	Chaudière	930 kW	Usine, bâtiment 6a	Évacuation des fumées de l'installation de combustion – chauffage au gaz naturel
2	Chaudière	1163 kW		
3	Chaudière	125 kW	Garage, bâtiment 18	
4	Chaudière	908 kW	Atelier de jonctions, bâtiment 15b	
5	Chaudière	522 kW	Usine, bâtiment 7	
6	Four à plomb	2 de 10 t	Usine, bâtiment 1	Aspiration des fumées d'extrusion de plomb et aspiration des poussières de crasses de plomb
7	Bac de réception des crasses	/	Usine, bâtiment 1	
9	Ligne d'isolation Joint terminal 1	/	Usine, bâtiment 3 et bâtiment 7	Dégazage issu de la réaction de réticulation du polymère Évacuation des gaz issus de la réaction de réticulation
10	Ligne d'isolation - « by product »	/	Usine, bâtiment 3 et bâtiment 7	
11 & 12	Ligne de gainage MT	/	Usine, bâtiment 6 et bâtiment 1	Une seule cheminée en toiture qui reprend 2 points d'aspiration pour chacune des 2 gaines Aspiration et évacuation des vapeurs d'extrusion de la gaine polyéthylène
13	Atelier métallurgie (= tréfileuse cuivre)	/	Usine, bâtiment 30 et bâtiment 6	Aspiration des vapeurs d'huile
14	Étuves	/		Émissions diffuses
15	Ligne gainage HT- 1	/	Usine, bâtiment 6 et bâtiment 1	Aspiration et évacuation des vapeurs d'extrusion de la gaine polyéthylène
16	Rubanneuse-écranteuse	/	Usine, bâtiment 1	Aspiration des poussières issues de la poudre d'étanchéité fixée au ruban gonflant apposé sur le câble au stade isolation
17	Bras d'aspiration salle extrusion	/	Usine, bâtiment 3 et bâtiment 3bis	Aspiration et évacuation des vapeurs d'extrusion et réticulation de l'isolant
18	BPMT - Dépoussiéreur	/	Usine, bâtiment 6	Rejet du dépoussiéreur du poudreur de la ligne
19	Tréfileuse aluminium	/	Usine, bâtiment 30 et bâtiment 6	Aspiration des vapeurs d'huile
20	Isolation THT 2	/	Usine, bâtiment 3 bis	Aspiration des gaz issus de la réaction de réticulation du PE
21	Isolation THT 2	/	Usine, bâtiment 3 et bâtiment 3bis	Aspiration et évacuation des vapeurs d'extrusion et réticulation de l'isolant

22	Gainage HT 2	/	Usine, bâtiment 6 et bâtiment 1	Aspiration et évacuation des vapeurs d'extrusion de la gaine polyéthylène
Constats : Non-conformité : Les conduits et installations raccordées ne le sont pas comme prévu dans l'arrêté préfectoral. Les conduits n° 6 et n° 7 ont été supprimés avec l'arrêt de la ligne d'écrantage au plomb. Le conduit n° 20 n'a pas été construit à ce jour, les installations qui devaient y être raccordées (ligne d'isolation VC 293) ont finalement été raccordées au conduit n° 9. L'exploitant indique que le conduit n° 20 sera construit ultérieurement mais non-raccordé (mis en attente), il souhaite maintenir l'existence de ce conduit en cas de modification future ou s'il constate à l'avenir un problème sur le conduit n° 9. Les conduits n°s 15 et 22 sont eux aussi non-construits à ce jour mais l'exploitant confirme qu'il prévoit de les réaliser prochainement.				
Type de suites proposées : Avec suites				
Proposition de suites : Demande d'action corrective				
Proposition de délais : 3 mois				

N° 3 : Émissions canalisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 2.2.2.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air		
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O ₂ ou CO ₂ précisée dans le tableau ci-dessous. Pour les chaudières :		
Paramètres	Conduit n° 1	Conduits n° 2 à 5
	Concentration mg/Nm ³	Concentration mg/Nm ³
Concentration en O ₂	3 % en volume	3 % en volume
NO _x en équivalent NO ₂	80	150

Pour les fours à plomb :

Paramètres	Conduits n° 6 et 7	
	Concentration mg/Nm ³	Flux g/h
Poussières	4	50
Plomb	0,5	10 200 g/tonne de fonte produite
Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)	1	/

Pour les lignes d'isolation :

Paramètres	Conduit n° 9	Conduit n° 10	Conduit n° 17	Conduit n° 20	Conduit n° 21
	Concentration mg/Nm ³				
Poussières	50				
COV non méthanique	110				
Méthane	50				
SO _x en équivalent SO ₂	35				
NO _x en équivalent NO ₂	10				
Ammoniac NH ₃	50				
Monoxyde de carbone CO	40				
Plomb et ses composés (exprimés en Pb)	0,1				
Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)	0,5				

Pour les lignes de gainage :

Paramètres	Conduit n° 11 et 12	Conduit n° 15	Conduit n° 22
	Concentration mg/Nm ³		
Poussières	10		
COV non méthanique	110		
SO _x en équivalent SO ₂	35		
NO _x en équivalent NO ₂	10		
Plomb et ses composés (exprimés en Pb)	0,1		
Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium,	1		

zinc et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)		
COV totaux	110	
Pour les tréfilages :		
Paramètres	Conduit n° 13	Conduit n° 19
	Concentration mg/Nm³	
Poussières	10	
COV non méthanique	10	
SO _x en équivalent SO ₂	35	
NO _x en équivalent NO ₂	5	
Chlorure d'hydrogène HCl	50	
Ammoniac NH ₃	50	
Monoxyde de carbone CO	5	
Plomb et ses composés (exprimés en Pb)	0,1	
Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)	1	
Pour l'écranteuse, rubanneuse :		
Paramètres	Conduit n° 16	
	Concentration mg/Nm3	
Poussières	Si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m³	
COV non méthanique	Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³	
Méthane	50	
Pour le dépoussiéreur BPMT :		
Paramètres	Conduit n° 18	
	Concentration mg/Nm³	
Poussières	Si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m³. Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m³.	

Constats :

L'exploitant fournit les derniers rapports d'analyses des rejets atmosphériques réalisés par Socotec (prestataire agréé par le ministère et accrédité COFRAC).

Certaines mesures datent d'octobre 2024 (C9 - Ligne d'isolation, C16 - AR204, C18 - BPMT, C17 - Bras d'aspiration, C19 - Tréfileuse aluminium), et d'autres de décembre 2024 (C10 Ligne d'isolation, C13 - Atelier métallurgie). Le rapport indique que le conduit C11/C12 n'a pas pu être contrôlé car le ventilateur d'extraction était en panne.

Les rapports d'analyses pour les chaudières sont également fournis et les mesures datent de décembre 2024.

Non-conformité : Hormis le défaut d'analyse de C11/C12, pour le conduit C10 : dépassement pour le CH₄ (Méthane) avec une valeur mesurée moyenne de 196 mg/Nm³ pour une VLE (Valeur limite d'émission) de 50 mg/Nm³ et pour les COVnM (Composés Organiques Volatils non Méthaniques) avec une valeur mesurée moyenne de 163 mg/Nm³ pour une VLE de 110 mg/Nm³.

L'exploitant indique qu'il travaille actuellement, avec un prestataire, sur les causes probables de ce dépassement. Celui-ci serait dû à un problème avec les filtres à charbon actif présents sur l'installation. La fréquence de remplacement actuelle est de 6 mois, il est envisagé d'augmenter cette fréquence et/ou changer de type de filtre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance des rejets dans les conditions suivantes :

Conduits	Fréquence
1 à 12 et 15 à 18	Annuel
13 et 19	3 ans

Constats :

Non-conformité : La mesure pour le conduit C11/C12 n'a pas été réalisée pour l'année 2024 à cause de la panne du ventilateur d'extraction.

L'IIC (Inspection des Installations Classées) fait remarquer que l'exploitant aurait pu la replanifier plus tard pour respecter la périodicité annuelle. La dernière mesure pour C11/C12 date du 25/10/2023, un dépassement sur les métaux (Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn) avait été constaté (0,69 mg/Nm³) mais les VLE étaient plus restrictives à cette période qu'aujourd'hui (ancien arrêté d'autorisation : VLE = 0,5 mg/Nm³). Si on compare à la VLE actuelle (1mg/Nm³), la valeur mesurée en 2023 serait dans la tolérance.

La campagne de mesure pour l'année 2025 ne sera réalisée que début janvier 2026 ; selon l'exploitant le prestataire n'avait pas de disponibilité avant fin 2025. **A ce titre, cette campagne d'analyses sera à prendre en compte comme la surveillance réalisée au titre de l'année 2025, une nouvelle campagne sera à réaliser courant 2026.**

L'exploitant indique qu'il prévoira une nouvelle campagne de mesure en octobre ou novembre 2026 qui permettra de recaler la réalisation des mesures à une date correspondant à l'année civile en cours.

Les mesures pour les conduits 13 et 19 ayant été réalisées respectivement en décembre et octobre 2024, elles devront être planifiées au plus tard en 2027.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des effets des rejets sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic sol + ERS

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un nouveau diagnostic initial de pollution des sols.

L'exploitant réalise une nouvelle étude des risques sanitaires dans l'année suivant la mise en service des nouvelles installations.

L'analyse porte sur les paramètres suivants :

- Plomb,
- Chrome,
- Cobalt,
- Nickel,
- Chlorure d'hydrogène HCL,
- Anhydride maléique,
- Dioxyde de soufre,
- Oxydes d'azote.

Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'Agence Régionale de Santé dans un délai d'un an suivant la mise en service du projet German Corridor.

Constats :

Non-conformité : L'exploitant indique qu'il n'a pas encore réalisé le nouveau diagnostic initial de pollution des sols.

L'IIC lui indique qu'il serait préférable de le réaliser maintenant que les installations de la ligne d'écrantage au plomb ont été démantelées et avant que de nouvelles installations prennent la place et compliquent le diagnostic. La présence de cette installation utilisant du plomb étant une des raisons majeures qui a motivé la demande de ce diagnostic.

La nouvelle étude des risques sanitaires est planifiée avec le bureau d'étude pour juillet 2026 selon l'exploitant. Il indique avoir prévu de respecter le délai d'un an après la mise en service de la dernière installation qui a été réceptionnée en juillet 2025.

L'IIC attire l'attention de l'exploitant sur le fait que la nouvelle étude de risques sanitaires est à lui transmettre au plus tard en juillet 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 3.2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet
Prescription contrôlée : Pour les eaux rejetées dans une station collective Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.
Constats : Une "convention de déversement des eaux usées non domestiques dans le réseau public " a été signée avec la communauté d'agglomération du Grand Sénonais le 2 mai 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositif de confinement des eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 5.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : Le site dispose d'un bassin de confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie [...]. Ce bassin communique avec le bassin tampon des eaux pluviales et de process [...]. Le dispositif de confinement des eaux polluées en cas d'incendie est vérifié annuellement.
Constats : Les bassins sont visualisés lors de la visite. Les derniers tests du bon fonctionnement du dispositif de confinement des eaux polluées du site ont été réalisés les 01/04/2025 et 23/09/2025.
Type de suites proposées : Sans suite